

■ Le président russe et le président iranien Mahmoud Ahmadinejad lors du sommet régional de la Caspienne.

Vladimir Poutine

sur tous les fronts

Du nucléaire iranien au bouclier anti-missiles américain en passant par le Pôle Nord, le FMI et l'énergie, les Unes sur la politique étrangère de la Russie se multiplient. Et pour cause. Vladimir Poutine ne laisse rien au hasard.

C'est bien en vedette que le président russe a été accueilli au sommet régional de la Caspienne tenu à Téhéran ce mardi 16 octobre. Au cours de ce sommet qui réunissait, outre la Russie et l'Iran, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan, les participants ont affirmé leur refus de servir de base à une quelconque intervention militaire contre l'Iran et ont mis en garde contre toute action de ce genre. Poutine en a profité pour réaffirmer le droit de l'Iran à l'énergie nucléaire. Bien que l'Iran soit dans le collimateur des pays occidentaux du fait

des zones obscures de son programme nucléaire et malgré les rumeurs d'un attentat dont il aurait pu être la cible lors de son déplacement, Poutine n'a pas annulé sa visite à Téhéran. Car Moscou pourrait bien jouer le rôle important de médiateur dans cette affaire. Avec la Chine, la Russie s'oppose à de nouvelles sanctions imposées contre l'Iran par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Mais, au-delà de la question nucléaire, cette visite est un symbole fort du retour de la grandeur russe inlassablement prédit par Poutine. Il s'agissait en effet de la première visite en Iran d'un dirigeant du Kremlin depuis 1943. Et en dépit des pressions américaines et européennes, Poutine est resté fidèle à sa position. D'abord, le 10 octobre il déclare à

Nicolas Sarkozy, en visite à Moscou, n'avoir aucune information sur les projets qu'aurait l'Iran d'acquiescer l'arme nucléaire.

Quelques jours plus tard, de visite en Allemagne à l'occasion de la neuvième consultation germano-russe, Poutine évoque face à Angela Merkel l'exemple encourageant de la Corée du Nord et insiste sur la nécessité de faire preuve de «patience».

Une Guerre froide bis ?

Entre Moscou et Washington, le froid ne dégele pas. D'aucuns vont jusqu'à parler d'un retour à l'état de Guerre froide. L'augmentation du budget militaire russe inquiète et la politique étrangère de Poutine fâche. Le président russe refuse catégoriquement l'installation d'un bouclier anti-missiles en Europe de l'Est en vue de protéger la région d'une éventuelle frappe nucléaire iranienne. Le Kremlin considère qu'il ne s'agit là que d'un prétexte pour empiéter sur sa zone d'influence et menacer sa sécurité. Cette méfiance de Moscou s'explique notamment par la tendance des Etats-Unis à vouloir reléguer la Russie toujours plus en marge du système international depuis la chute de l'URSS. Exemple : après le retrait des troupes soviétiques de l'Europe de l'Est en 1990, l'OTAN avait été élargi à l'Est alors même que Washington avait garanti le contraire.

Arrivée vendredi 12 octobre à Moscou, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a tenté de convaincre le Kremlin. En guise de réponse, Moscou a menacé de mettre un terme à un accord américano-russe majeur hérité de la Guerre froide concernant les forces nucléaires intermédiaires. Si les Etats-Unis annoncent malgré tout le maintien du projet, le Kremlin répond sans hésiter que «la Russie aura à prendre des mesures pour neutraliser cette menace». Se sentant en position de force et profitant du discrédit des Etats-Unis depuis la guerre menée en Irak, Poutine considère en effet qu'il n'a aucune concession à faire. La relance par Moscou des vols de bombardiers stratégiques depuis l'aggravation de cette crise le prouve bien.

Une idée de grandeur

C'est dans cette même optique de restauration de la puissance russe qu'en août dernier un sous-marin avait symboliquement planté le drapeau national à 4 000 m de profondeur sous la banquise du pôle Nord. Moscou revendique en effet sa souveraineté sur l'Arctique, susceptible de receler de multiples ressources naturelles. Cet-

te opération avait alors irrité non seulement les Etats-Unis mais aussi le Canada, la Norvège et le Danemark. Le ministre des Affaires étrangères canadien déclarant qu'«on ne peut pas se promener dans le monde aujourd'hui et placer un drapeau quelque part. Ce n'est pas le XIV^{ème} ou le XV^{ème} siècles».

En septembre, et pour protester à l'instar de plusieurs pays du tiers-monde et de pays émergents contre la pratique qui consiste à attribuer la direction du FMI à une personnalité européenne et celle de la Banque mondiale à un Américain, Poutine avait présenté à la direction du FMI un candidat du Kremlin : le Tchèque Joseph Tovsky, autre symbole de la politique étrangère offensive de Poutine.

Si les pays occidentaux tentent de faire pression sur Moscou en dénonçant les violations des droits de l'Homme et le recul de la démocratisation, ils se heurtent néanmoins à des obstacles de taille. D'une part, la Russie est une superpuissance énergétique incontournable pour l'Europe. A titre

d'exemple, elle assure 42% des besoins de l'économie allemande en gaz naturel importé et 33% des besoins en pétrole. Se voulant rassurant mais réaliste sur ce sujet lors de sa récente visite en Allemagne, Poutine a déclaré qu'il n'y avait «pas de raison de s'inquiéter du fait que la Russie se remette sur pied, de sa puissance économique et militaire. Personne ne peut l'arrêter. Il faut l'utiliser pour coopérer et en tirer le meilleur parti.»

D'autre part, le redressement économique aidant, Poutine jouit d'une popularité surprenante dans son pays qui l'a élu président au suffrage universel à deux reprises. Nostalgiques d'une grandeur perdue, les Russes se montrent reconnaissants envers ce président perçu comme un homme fort et honnête. A la manière d'un fantôme stalinien innocent héros de Stalingrad et de la nation assaillie, Vladimir Poutine continue d'inspirer admiration et respect, retardant toujours plus le moment où le peuple pourra se faire à un concept nouveau : l'alternance. ■

AMINA BOUBIA

POPULARITÉ

Un président admiré par les siens

UN CLIP DE CAMPAGNE ÉLECTORALE D'JEUN'S SUR fond de musique techno en 2000. Des photos où le président s'arrête à cheval près d'un torrent, torse nu, avec un chapeau de cow-boy et un fusil de chasse. Un label vendeur «Fournisseur officiel du Kremlin» que l'on retrouve notamment sur certaines marques prises de vodka. Autant d'anecdotes symbolisant le prestige de Vladimir Poutine dans son pays avec, en prime, une cote de popularité record qui atteint les 80%. Pas étonnant dans ces conditions que le principal concerné désire

rester «utile au peuple russe» une fois son 2^{ème} mandat consécutif achevé. Mais la Constitution n'en permettant pas un troisième, toute la question est de savoir comment partir tout en restant. Lors du Congrès du parti pro-Kremlin Russie Unie du 1^{er} octobre, Poutine a annoncé vouloir conduire la liste qui sera présentée aux législatives de décembre. La victoire du parti lui permettrait alors de devenir Premier ministre. «Conduire le gouvernement serait une option tout à fait réaliste», a-t-il affirmé, si le président élu en mars

2008 s'avère être «une personne honnête, efficace, moderne, avec laquelle il sera possible de travailler». Toutefois, le suspense sur la succession est vite dissipé lorsque l'on sait la popularité de Poutine et de «son parti», ainsi que son influence sur les médias. Russie Unie a toutes les chances de remporter les législatives. Une fois Premier ministre, Poutine n'aurait alors aucun mal à faire élire à la présidence un successeur complètement acquis à sa cause et bénéficiant de la bénédiction d'une personnalité aussi appréciée des Russes. ■